

BULLETIN CANADIEN DES VIVRES

Le Bulletin Canadien des Vivres, est publié par l'autorité du Contrôleur des Vivres, dans le but de renseigner les associations provinciales coopérant au Contrôle des Vivres, ainsi que les sociétés et individus que la question intéresse. Il est également destiné à mettre les Comités Provinciaux au courant du travail fait par le Bureau Central. Les renseignements publiés dans ce Bulletin seront préparés soigneusement afin d'en assurer l'exactitude et pour qu'ils puissent servir de registre permanent du travail effectué par le Contrôle des Vivres au Canada.

No 7.

Ottawa, samedi, 7 mars 1918.

No 7

CHACUN DOIT ÊTRE FERMIER; UN APPEL AUX VILLES.

C'est dans le travail agricole que pourront fournir les populations urbaines et rurales, que réside la principale espérance quant à l'augmentation considérable des récoltes en Canada en 1918. Il est nécessaire, si l'on veut remédier à la situation dangereuse actuelle, qu'un équilibre s'établisse entre les éléments producteurs et non producteurs de nos populations. En ce moment, les fermiers canadiens font tout leur possible. Et c'est à tel point que même si on leur offrait des prix plus élevés pour leurs produits, ils ne pourraient en produire davantage, attendu que cela leur serait physiquement impossible, vu la pénurie actuelle de la main-d'œuvre. Il appartient donc, maintenant, aux citadins et aux villageois, de faire leur part. Le besoin de vivres est grave, il est donc temps d'aviser, et de décider ce que l'on devra faire au cours de la prochaine saison.

CULTURE DES COURS URBAINES ET DES LOTS VACANTS.

On devrait cultiver chaque cour, ou lopin de terre attenant à une habitation, de façon à pouvoir y récolter des fruits et des légumes. De même, les terrains suburbains devraient être utilisés afin de les faire contribuer à la production des vivres nécessaires. A cet égard, les locataires des maisons urbaines pourraient faire beaucoup, individuellement, si seulement ils se rendaient compte du sérieux, de la gravité, de la situation présente, et de ce que chaque once de nourriture contribue de façon aussi importante qu'indispensable, à assurer la victoire de nos armées. Il est certain que des centaines de mille d'hommes et de femmes, de jeunes garçons et de jeunes filles pourraient consacrer quelques instants tous les jours à la culture d'un jardin, ce qui assurerait une production de vivres qui permettrait de disposer d'autant d'autres produits comestibles, que l'on pourrait alors expédier outremer. Et le personnel industriel des bureaux ou des manufactures, ne peut-il pas faire aussi beaucoup, en organisant des clubs qui cultiveraient les lots vacants situés près des lieux où ces gens travaillent, ou même des lots vacants quelconque, de leur municipalité? De leur côté, les "Girl Guides" et les "Boy Scouts," pourraient aussi contribuer efficacement à améliorer la situation qui nous occupe. De la sorte, beaucoup de légumes dont les villes et villages auront besoin, pourraient provenir des cours et terrains urbains mis en culture, cependant que les maraîchers qui vendent leurs légumes au marché pourraient en partie ensemer leurs terres pour produire des céréales.

La culture du sol dans les villes a déjà reçu une impulsion bien marquée l'année dernière. Aussi, les jardiniers amateurs seront-ils plus compétents cette année, ce qui fait que l'on devrait pouvoir compter sur des résultats splendides; surtout si le public se rend bien compte que chaque légume et chaque once d'autres produits comestibles que l'on pourra produire dans les villes, en employant les parcelles de terrain disponibles, libérera d'autant la main-d'œuvre, et les terres en culture, et leur per-

mettra de produire des grains destinés à être exportés à destination des armées des alliés et de leurs populations.

LES MARAÎCHERS DOIVENT CULTIVER DES CÉRÉALES.

Il serait bon, au cours de la prochaine saison, que les maraîchers se résolvent à ensemer avec du grain, une partie des terres dont ils disposent. Il est très probable, en effet, qu'en ce faisant, un maraîcher retirera autant de profit de sa récolte d'avoine, ou même de blé, que s'il en faisait une de choux ou d'autres légumes. Car il est important que ceux qui gagnent ordinairement leur vie en cultivant des légumes, se rendent compte, que leurs gains, en tant que marchands de légumes, seront affectés par suite de la nouvelle mise en culture maraîchère des cours et lots vacants des villes. En effet, nos villes tendent, graduellement, à produire une quantité de plus en plus grande des légumes de nature périssable dont elles ont besoin. Il faut donc que le jardinier maraîcher guide ses actions d'après ce nouvel état de choses.

Au surplus, il faut aussi que les populations urbaines fassent plus que de cultiver les cours et les lots des terrains vacants. Nous entendons par là que les fermiers tournent les yeux vers les villes pour s'y procurer, autant que possible, l'aide qui leur permettra de surmonter les difficultés que présente pour eux la pénurie de main-d'œuvre. En effet, il y a dans les villes des milliers d'hommes, qui, ne pouvant être militaires, pourraient cependant faire dans les fermes un travail nécessaire. Un appel particulier est donc adressé à ces hommes qui s'occupent de choses qui ne sont pas essentielles à la poursuite de la guerre, et qui pourraient et devraient être sur des fermes, afin d'aider à éviter la famine, si possible, et partant, soutenir, ce faisant, la cause des alliés. Il y a aussi des millions d'instituteurs, d'élèves des universités, et des écoles secondaires "High Schools", tous des jeunes hommes, qui pourraient avec profit pour eux-mêmes et pour le pays, passer leurs vacances d'été à des travaux ruraux de production de vivres. L'année dernière de nombreuses jeunes filles et femmes ont accompli d'importants travaux en se livrant à la cueillette des fruits, ce qui leur permit de bien employer d'agréables vacances. Or, le besoin de tels services sera encore bien plus urgent au cours de la présente année.

LES PETITS INTERMÉDIAIRES.

Il y a des milliers de petits marchands, négociants, etc., qui, possédant quelque expérience au sujet des choses de l'agriculture, devraient songer à ce que signifie pour eux, individuellement, une disette mondiale des produits comestibles. Car, il est certain que la quantité des denrées sera déficitaire, et leurs prix élevés, au moins jusqu'en 1920. Et si la guerre se prolonge, cette pénurie ne fera que s'accroître, et la durée de la trop faible production sera prolongée d'autant. Pourtant, même la perspective de la famine ne doit pas modifier l'intention des nations alliées de poursuivre les hostilités jusqu'à ce qu'elles soient complètement victorieuses, afin de libérer les générations futures de la menace permanente du militarisme prussien. Une pénurie de vivres accroît donc les difficultés qu'ont à envisager les petits marchands, intermédiaires entre le producteur et le public et aussi de ceux qui s'occupent de choses

autres que celles dont la nécessité est impérieuse pour les fins de la guerre. La sévérité de la situation économique à l'égard des intermédiaires inutiles, augmentera certainement. Aussi, nombre de ces gens feraient bien de se demander s'ils ne serviraient pas mieux leurs propres intérêts, ainsi que ceux du pays, en devenant des producteurs de vivres et en se faisant agriculteurs, ce qui leur assurerait, pendant quelques années au moins, la vente de leurs produits à des prix très élevés.

"AU FRONT DE LA BATAILLE OU SUR LA FERME"

Doit être le mot d'ordre cette année.

La situation actuelle exige une complète organisation du travail dans les villes et villages de la Puissance. En 1918 les fermiers, leurs femmes, leurs fils et leurs filles feront les plus grands efforts dans les muni-

cipalités rurales, afin d'augmenter le plus possible les récoltes, mais l'augmentation de la production agricole sera strictement limitée par l'endurance des gens. Il faut que les personnes qui ne produisent rien maintenant combler le déficit existant de la main-d'œuvre. Il faut organiser complètement la main-d'œuvre disponible des villes. Des dizaines de mille de gens des villes doivent devenir des producteurs de produits comestibles. A moins que l'on ne fasse cela, la situation deviendra de plus en plus grave, et les conséquences pourraient être désastreuses. Il existe une responsabilité personnelle, en cette matière, pour chaque citoyen. Si le peuple canadien a répondu splendidement à l'appel aux armes, il ne doit pas oublier le nouvel appel qui lui est fait maintenant, de soutenir ses soldats. Et cet appel s'adresse à chaque individu, homme ou femme, afin que chacun fasse tout son possible. "Etre au front de bataille, ou sur la ferme", tel doit être le mot d'ordre général cette année. Si ceux qui ne peuvent se battre se refusent à cultiver le sol, la famine sera inévitable parmi les femmes et les enfants des pays alliés, sans préjudice de beaucoup de privations même dans les villes de notre Puissance.

" MENSONGES "

Les racontars ordinaires vont leur train. On rapporte que M. Thomson, le nouveau contrôleur des vivres, possède de vastes intérêts laitiers au Canada, et qu'il emploie son influence à empêcher l'importation de l'oléomargarine des Etats-Unis. On raconte, de plus, que M. Thomson est associé au commerce d'épicerie. Ces deux mensonges sont absolument dénués de fondement. M. Thomson n'a jamais de sa vie possédé une seule vache laitière, et il n'est ni associé ni intéressé à un genre quelconque de commerce d'épicerie.

Ces racontars font partie de la propagande allemande ordinaire, et l'on fait des efforts pour en retracer l'origine afin que le kaiser puisse, à la fin de la guerre, récompenser les auteurs comme ils le méritent en leur décernant la croix de fer.

Le gaspillage n'est pas volontaire.

La grande masse des Canadiens ont toujours trouvé le moyen de vivre facilement. Nous ne sommes pas comme les Allemands, les Français et les Belges, contraints par la nécessité de tirer le plus grand parti pos-

sible de choses utilisables afin d'intensifier les efforts de la production. Le gaspillage volontaire engendre la triste misère, mais, dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, la perte n'est pas volontaire. Elle est le résultat de l'insouciance, de l'ignorance, ou du manque d'opportunité organisée, ou des trois réunis.

L'économie des denrées, la diminution de la perte et les succédanés, voilà les préceptes de l'Evangile de la Victoire. L'Economie est une autre forme de production. Vous ne pouvez pas toujours produire, mais vous pouvez toujours économiser. Ce qu'on économise remplace ce qu'on ne peut produire.

Nous gaspillons des denrées de beaucoup de manières:

En pelant les pommes de terre, la perte est de 20 p. 100.

En pain rassis.

En croûte de pain.

En miettes de pain.

En déchets de cuisine.

En graisse de viandes.

En os de viandes et de poulets.

En lait sûr et lait de beurre jetés.

En matières grasses que nous négligeons de faire bouillir.

En mangeant plus que notre besoin.

En mangeant les mauvaises sortes d'aliments.

En faisant frire les viandes et en n'utilisant pas les matières grasses.

En n'employant pas de succédanés pour le bœuf, le blé et le bacon, nécessaires outre-mer.

En faisant une mauvaise cuisine.

En donnant trop de protéine (l'albumine dans les œufs et le gluten dans la farine) aux personnes âgées et aux personnes ayant des habitudes sédentaires.

En conservant trop d'animaux domestiques qui consomment des denrées.

En ne recouvrant pas les aliments qui se perdent ou sont gâtés par la vermine.

Les Canadiens doivent se rendre compte de la quantité énorme représentée par cette perte. Il n'y a qu'une seule manière d'enrayer cette perte, et ce rôle incombe à tout homme, femme, fille ou garçon, qui doivent tous accomplir leur devoir.

LE SPECTRE DE LA FAMINE.

Lors d'une causerie donnée au "Arts and Letters Club", à Ottawa, l'honorable Sydney Fisher a dit: "Les Canadiens doivent retourner volontairement sur les fermes si nous devons sauver les nations alliées de la famine qui commence aujourd'hui à menacer l'Europe.

LA COMMISSION DES VIVRES

Arrêté en conseil qui la nomme et lui définit ses pouvoirs.



Les pouvoirs et devoirs dévolus ces temps derniers au Contrôleur des Vivres ont été transférés à la Commission des Vivres du Canada par un arrêté en conseil du 11 février. L'arrêté décrète que la Commission dirigera en général la production, la conservation et la distribution des aliments dans l'intérêt du Canada, des autres possessions britanniques et des nations alliées.

Un arrêté en conseil du même jour forme la Commission des Vivres du Canada comme suit: M. Henry-B. Thomson, président de la Commission et directeur de la conservation des vivres; l'honorable Charles-A. Dunning, directeur de la production alimentaire, et M. James-D. McGregor, directeur de la main-d'œuvre agricole.

Les pouvoirs suivants sont conférés à la Commission:

- (a) Dépenser tout crédit approuvé par le gouverneur général en conseil pour l'un quelconque des buts susdits.
- (b) Coopérer avec les gouvernements des provinces dans le but de coordonner les travaux de tous les organismes locaux aux fins susdites.
- (c) Faire des conventions pour la culture des terres incultes dans les conditions qui lui sembleront opportunes.
- (d) Utiliser et diriger la coopération de tout fonctionnaire du service extérieur dans le travail de la Commission en vue de la publicité et de la consignation des renseignements.
- (e) Mobiliser et utiliser en volontariat les ressources de main-d'œuvre fermière du Canada.
- (f) Faire tout règlement conforme aux données précédentes pour l'accomplissement des devoirs de la Commission et son économie interne, selon qu'elle le jugera utile.

La Commission est subordonnée au gouverneur général en conseil par le ministre de l'Agriculture, et lui fait rapport.

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION

Réunions tenues pour étudier le problème ouvrier.

Le ministère fédéral et les ministères provinciaux d'Agriculture et le Contrôleur des vivres connaissent les nécessités de la situation ouvrière relative à la campagne tendant à accroître la production. On réalisera tous les efforts en vue de mobiliser les garçons de ferme.

On a discuté le problème à une réunion des ministres provinciaux d'Agriculture, des sous-ministres et des autres représentants, tenue à Ottawa, le 16 et le 17 janvier, sous la présidence de l'honorable T. A. Crerar, le ministre de l'Agriculture dans le cabinet fédéral. Les différents représentants des gouvernements provinciaux présents ont formulé un certain nombre de recommandations aux fins d'étude et de débat.

M. Crerar a mentionné le fait que les Alliés comptaient sur le Canada, en 1918, pour obtenir une augmentation de 250,000,000 boisseaux de blé sur la quantité fournie en 1916. Il a fait observer qu'en 1917, le blé d'hiver des Etats-Unis ne s'était élevé qu'à 420,000,000 boisseaux contre une moyenne de 600,000,000 boisseaux pour les six années précédentes. Les perspectives de la récolte du blé du printemps de 1918 n'étaient pas brillantes. La main d'œuvre était le facteur essentiel et le principal problème.

L'étude de la situation ouvrière.

Des représentants ouvriers ont esquissé la situation ouvrière dans leurs provinces respectives come suit:

Alberta...	Il faut 6,000 hommes de plus pour le printemps et l'été. 7,000 hommes de plus pour les récoltes.
Saskatchewan...	Il faut 10,000 hommes de plus pour le printemps et l'été. 15,000 hommes de plus pour les récoltes.
Manitoba...	Il faut 7,000 hommes de plus pour le printemps et l'été. 10,000 de plus pour les récoltes.
Ontario...	Il faut 7,500 hommes de plus pour le printemps et l'été. 12,500 de plus pour la récolte de foin et la moisson. 15,000 garçons et 5,000 femmes.
Québec...	Il faut plusieurs milliers d'hommes de plus.
Nouveau-Brunswick...	Il faut de 1,500 à 2,000 de plus.
Ile du Prince-Edouard.	Assez d'hommes, mais pas trop.
Colombie-Britannique.	Rareté d'hommes.
Nouvelle-Ecosse...	Il faut environ 2,500 hommes de plus.

CULTURE DANS QUÉBEC.

Le sous-ministre de l'Agriculture encourage le mouvement.

Au cours d'une lettre qu'il écrivait récemment au président de la Commission des Vivres du Canada, M. J. A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture à Québec, et qui prend un vif intérêt à la campagne de production agricole, s'exprime comme suit:

"Comme je vous l'ai dit dans un rapport précédent, notre campagne de production porte sur quatre points principaux: augmentation de la production des porcs, du blé, des fèves et des pois.

"Nous avons d'abord entrepris une campagne de conférences et la province a été divisée en 35 districts. Nous avons placé dans chacun, deux conférenciers, dont l'un était un employé régulier du ministère, ayant fait des études agricoles, et l'autre, un cultivateur pratique. Ils ont eu pour mis-

sion de visiter chacune des paroisses de leur district, et je puis vous dire qu'à l'heure actuelle les neuf dixièmes de toutes les paroisses, de population française ou anglaise, ont été visitées. Les professeurs du collège Macdonald ont été chargés de certains comités et ont aussi aidé nos agronomes de district.

"Nous supplémentons cette série de conférences par une campagne de publicité par le "Journal d'Agriculture", par les journaux et par des circulaires adressées aux curés, maires, instituteurs, maîtres de poste, gérants de banques, chefs de gares, etc., par la publication de brochures spéciales et la distribution de grandes pancartes qui seront affichées dans les endroits publics. La première lettre circulaire, adressée aux curés, a été lue dans la plus grande partie des paroisses. Celle qui est destinée aux maires sera envoyée ces jours-ci, et les autres de mois en mois, afin de tenir l'opinion publique en éveil.

Porcs.

"Nous avons acheté jusqu'à date 540 truies de choix, qui seront distribuées au printemps, et nous sommes à faire des arrangements avec les abattoirs pour en acheter un plus grand nombre; nous avons acheté quelques chars de criblures de blé qui seront revendues aux cultivateurs, moulues ou non moulues, suivant les besoins de la localité; le département est aussi disposé à acheter du blé-d'Inde aussitôt qu'il y en aura sur le marché. Nous attendons qu'une décision soit prise par les banques au sujet des expositions de porcs ouvertes aux jeunes gens pour organiser nos propres concours de porcs.

"Nous comptons sur une augmentation de 20 pour 100 dans le nombre des porcs, si la province reçoit suffisamment d'engrais alimentaires.

Blé.

"La division des semences fédérales nous a assurés que la province de Québec recevrait tout le blé de semence dont elle aura besoin pour ensemençer 700,000 acres et produire 12,000,000 de minots de blé, c'est-à-dire la quantité nécessaire pour nourrir tous nos habitants. Comme ce blé n'est vendu qu'aux chars, nous avons fait des arrangements avec les sociétés coopératives les plus importantes pour la vente aux minots dans les localités qui ne peuvent acheter un char complet. Les agronomes, les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles s'occupent activement de réunir les commandes.

"Nous avons bon espoir de tripler notre production de blé.

Fèves et pois.

"Nous avons pris les mesures nécessaires afin d'assurer aux cultivateurs les semences de pois et de fèves dont ils ont besoin.

"Nous comptons que la production de ces deux aliments sera doublée."

MESSAGE DE SIR LOMER GOUIN.

Dans un message adressé à la Ligue des ménagères de Québec, sir Lomer Gouin, le premier ministre de la province de Québec, a déclaré:

"Il faut plus que jamais économiser les denrées. Je félicite votre organisation des efforts qu'elle fait pour enseigner à nos ménagères une économie encore plus grande. Je suis certain que tous les bons citoyens accorderont leur appui favorable à votre programme, et que toutes les cuisinières serviront le pays et nos Alliés jusqu'à ce que nous ayons remporté la victoire."

CONTRÔLE DU COMMERCE DES DENRÉES ALIMENTAIRES.

Préparation de règlements à la suite d'un rapport du comité spécial.

Un comité extraordinaire nommé par la Commission des vivres du Canada a fait des recommandations pour patenter et réglementer le commerce des denrées alimentaires au Canada, et des règlements sont en voie. On propose qu'à compter du 15 mars courant personne ne pourra vendre en gros les viandes, saindoux, fromages, beurres, oléomargarines, œufs et volailles sans avoir obtenu au préalable une patente de la Commission des vivres.

Les règlements recommandés pour la gouverne des patentés décrètent que nul patenté ne devra demander plus qu'un profit ou commission raisonnable, ou emmagasiner pour acquérir des profits de spéculation, ou gagner annuellement plus que les profits normaux d'avant-guerre.

Le comité recommande que nul patenté ne payera ou ne demandera payement pour de mauvais œufs au-delà d'une marge d'un pour cent du total de chaque transaction. Le rapport dit sur ce point que le comité songe à "une conservation alimentaire de longue portée et aussi grande importance, qu'il est possible d'assurer." On dit que la perte en œufs gâtés, au Canada, représente chaque année plusieurs millions de piastres, et que l'imposition de cette perte aux personnes dont l'insouciance en est responsable, entraînerait une si forte amélioration des soins donnés aux œufs que la perte serait en grande partie biffée.

On propose que des comités régionaux formés de trois représentants du commerce des denrées alimentaires soient formés pour travailler de concert avec la Commission des vivres. Le comité recommande la modification des règlements interdisant la réfection du beurre de crèmerie, parce que les restrictions actuelles sont "malheureuses et contraires aux intérêts des producteurs et consommateurs." On fait remarquer que peut-être trois millions de livres par année de beurre de crèmerie de qualité inférieure se fabriquent dans les provinces des prairies. Les méthodes scientifiques modernes de renouvellement permettront de faire de ce beurre inférieur un produit sapide et de bonne nutrition.

Des
d'hôte
ont u
parvi
trôleu
trent
de bo
l'on c
derni
cemb
1916,
a dir
bacon
100 su
Dar
conso
des p
dans
la co
Quoiq
la, con
66 p.

Frede
Linds
Peter
Calga
Lond
Hami
Port-
Branc
Edmc
Vanc
Québe
St. Jc
Toron
Ottaw
Winn
Mont

"SI

Il en

Le c
Toron
de la

L'ÉCONOMIE DE LA FLEUR

Analyse des rapports des hôtels et des restaurants.

Des rapports reçus d'un grand nombre d'hôtels et de restaurants canadiens et qui ont une réputation d'honnêteté indiscutable, parviennent chaque jour au bureau du Contrôleur des vivres. Ces rapports démontrent qu'il se pratique une énorme économie de bœuf, de bacon et de fleur de blé. Si l'on compare la consommation de ces trois derniers articles pendant le mois de décembre 1917, à celle du mois de décembre 1916, on remarquera que la consommation a diminué l'an dernier de 50 p. 100 sur le bacon, de 40 p. 100 sur le bœuf et de 25 p. 100 sur la farine blanche de blé.

Dans un certain nombre de villes, la consommation du poisson a augmenté dans des proportions considérables, pendant que dans d'autres endroits, l'augmentation dans la consommation du poisson a été faible. Quoiqu'il en soit, dans la ville de Lindsay, la consommation du poisson a augmenté de 66 p. 100. A Peterboro on a doublé la con-

sommation normale. L'augmentation dans la consommation à Toronto, a été de 27 p. 100. A Ottawa, l'augmentation dans la consommation du poisson n'a été que de 19 p. 100. Dans neuf des plus grands hôtels, et restaurants de Toronto, on a économisé une quantité totale de treize tonnes de farine de blé et de onze tonnes de bœuf, pendant le mois de décembre seulement. Dans trois hôtels de Montréal, on a économisé pendant le même mois, quatre tonnes de bœuf, et plus de deux tonnes de fleur. La plus grande économie s'est faite dans un grand restaurant de Toronto, où le chiffre de cette économie a été de 10 tonnes de fleur pendant le mois de décembre. Dans un hôtel d'Ottawa, on a économisé pendant le mois de décembre dernier, 12,500 livres de fleur de blé.

Voici, du reste, une analyse des rapports reçus:

Endroit.	Consommation par tête par repas en Canada.								Comparaison de la consommation, déc. 1917, avec déc. 1916, en pourcentage.			
	Farine.		Bacon.		Bœuf.		Poisson.		Far. blanche.	Bacon	Bœuf.	Poisson.
	Décembre.		Décembre.		Décembre.		Décembre.					
	1917	1916	1917	1916	1917	1916	1917	1916				
Fredericton, N.-B.	047	049	046	062	081	078	077	065	95.92	74.19	103.85	118.46
Lindsay	538	054	027	048	070	144	050	030	70.37	56.25	48.61	166.67
Peterboro	051	096	029	032	077	154	105	055	53.13	90.63	50.00	190.91
Calgary, Alta.	199	216	006	032	146	257	106	118	92.13	13.58	56.81	89.83
London, Ont.	135	222	023	046	082	139	086	103	60.81	65.71	58.99	83.50
Hamilton, N.-B.	188	240	011	035	086	174	070	062	78.33	32.35	49.43	112.90
Port-Arthur, Ont.	183	272	024	034	108	140	099	215	67.28	41.38	77.13	46.05
Brandon, Man.	152	194	008	058	085	104	058	095	78.35	13.11	81.73	61.05
Edmonton	307	402	017	061	098	194	135	149	76.37	50.00	50.52	90.60
Vancouver, C.-A.	203	308	028	034	097	156	129	119	65.91	90.32	62.18	108.40
Québec, P.Q.	204	319	007	031	094	220	073	116	63.95	19.44	42.73	62.93
St. John. ....	.....	.....	008	036	237	333	.....	.....	28.57	71.17	.....	.....
Toronto, Ont.	099	130	015	028	076	156	081	078	89.77	56.17	57.29	127.29
Ottawa, Ont.	144	282	009	031	060	158	087	073	63.47	29.52	37.31	119.09
Winnipeg, Man.	195	242	011	036	095	186	072	081	81.62	27.44	51.21	91.26
Montréal, P.Q.	218	266	021	037	103	234	108	104	82.33	67.13	42.69	102.23
Moyenne.	158	219	018	040	100	177	089	098	74.65	47.24	58.85	104.74

"SI LA RÉCOLTE EST MAIGRE".

Il en résultera une famine mondiale, dit le Docteur Hastings.

Le docteur J. C. Hastings, hygiéniste de Toronto, disait lors d'une réunion récente de la commission municipale d'hygiène:

"Chaque bureau de santé et chaque chambre de commerce du Canada devrait s'intéresser au problème des vivres. Si nous avons une maigre récolte, il s'ensuivra une famine mondiale, car toutes les nations d'Europe comptent sur le Canada et les Etats-Unis pour leur approvisionnement alimentaire."

QUELQUES TRAVAUX RÉCENTS

L'organisation de la Commission des vivres du Canada a été terminée, et des conférences ont été tenues avec les représentants des gouvernements provinciaux en vue d'assurer leur meilleure coopération.

Mille tracteurs Ford ont été achetés à prix coûtant et seront à la disposition des cultivateurs de tout le Canada virtuellement à prix de revient. Une promesse de vente a été prise sur mille autres tracteurs du genre.

Une campagne pour la production augmentée du sucre et du sirop d'érable a été lancée dans l'est du Canada, de concert avec les gouvernements provinciaux et les producteurs.

La Commission des vivres du Canada a conféré avec sir Robert Borden, l'honorable T. A. Crerar et les premiers ministres des provinces, et la campagne de surproduction a été tracée pour 1918.

La Commission des Vivres a conféré avec des représentants des ministères provinciaux de l'agriculture, et a recueilli des données sur les besoins réels d'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'île du Prince-Edouard, pour la campagne de surproduction de 1918.

Les représentations faites au ministère britannique des vivres par le comité poissonnier de la Commission des Vivres du Canada ont eu pour résultat d'obtenir une consignation de cinq mille tonnes de sel d'Espagne. Ce sel sera livré en mars à Halifax pour l'usage des pêcheurs des Provinces maritimes.

La conservation des approvisionnements indispensables à la préparation des repas des passagers et des équipages a été étudiée avec les compagnies de navigation de tout le Canada. Les réponses indiquent le désir de coopérer sous tous rapports.

Le comité poissonnier s'est entendu avec les gérants des divers chemins de fer pour la manœuvre expéditive du poisson frais gelé.

Une campagne a été faite pour augmenter la consommation du poisson gelé et a obtenu bon succès.

On a organisé une campagne en faveur du jardinage à domicile et de la culture des terrains inoccupés, afin d'obtenir la plus grande quantité possible de production alimentaire dans les villes cette année.

La collaboration des Rotary Clubs et clubs Kawanis s'intéresse à la conservation et à la production augmentées.

L'approvisionnement de fer-blanc pour les industries alimentaires a reçu bonne attention de la part de la Commission des Vivres, et d'importantes recommandations ont été faites à la commission du commerce de guerre.

L'assujettissement des marchands de fruits et légumes en gros, au régime des patentes, est terminé.

On a prévu l'approvisionnement à prix modéré des populations de l'Ouest en poisson gelé du Pacifique.

Des arrangements sont faits avec tous les détaillants du Canada pour tenir les besoins de la conservation et de la production augmentée des vivres aux yeux du public dans les réclames de presse et les autres modes de publicité.

La boulangerie a été amenée sous la dépendance des patentes, et tous les produits de boulangerie ont été uniformisés.

La campagne lancée par la Commission des Vivres a eu bon succès à Toronto et Hamilton, pour la consommation augmentée des carottes et des oignons, en vue d'éviter le gaspillage et d'économiser le pain et les autres aliments.

Le mouvement des "soldats du sol", destiné à enrôler 25,000 garçons dans le travail agricole, est organisé et doit être lancé incessamment.

Le comité des denrées alimentaires a terminé son rapport et a préparé des recommandations et des règlements pour le commerce du Canada dans ces produits. Des règlements ont été rédigés par la Commission des Vivres, et le commerce alimentaire sera prochainement assujéti aux patentes.

Des règlements gouvernant le commerce du gros en épicerie ont été préparés. Les restrictions imposées aux restaurants publics au sujet du bœuf et du bacon ont été étendues au porc de tout genre, et à l'avenir des céréales devront être substituées au pain blanc à chaque repas. Les jours sans bœuf et sans porc sont actuellement les mercredis et vendredis au lieu des mardis et vendredis comme antérieurement.

Des règlements punissant le gaspillage des vivres ont été préparés et sont actuellement soumis à la revision.

FAUT-IL QUE LES SOLDATS MANQUENT DE BACON ?

Un soldat qui arrive du front déclare que, dans les camps canadiens, en Angleterre, les hommes se privent de bacon pour permettre d'envoyer assez de vivres aux troupes du front, où le bacon est le plus nécessaire, à cause des difficultés causées par la guerre des tranchées.

Les hommes et les femmes du Canada qui demandent encore du bacon, alors qu'ils peuvent se procurer d'autres denrées alimentaires non exportables, feraient bien de se rendre compte de leur devoir. Quand les soldats canadiens en Angleterre sacrifient leur bacon au profit de leurs camarades qui combattent en France, les civils du Canada devraient certes faire un semblable sacrifice.

Songez-y.

POURQUOI LE CANADA DOIT AUGMENTER SA PRODUCTION ALIMENTAIRE

Les faits suivants font ressortir les dangers de la disette alimentaire et la nécessité de la plus grande production possible par le Canada cette année:

Lord Rhondda déclare: "La dépense des Alliés est dangereusement vide, mais nous croyons fermement que nous pouvons compter sur le peuple de l'Amérique du Nord pour empêcher nos approvisionnements alimentaires de diminuer au point de mettre en danger la cause pour laquelle nous combattons tous."

Dans un récent discours, sir William Good, le secrétaire du ministère des Vivres de la Grande-Bretagne, a exposé: "Peu de gens ont saisi le fait fondamental que la Grande-Bretagne dépend encore des Etats-Unis et du Canada pour soixante-cinq pour cent de ses matières alimentaires essentielles. Si nous ne pouvons obtenir ces denrées, ou la plus grande partie, nous sauterons."

Parlant cette semaine à Plymouth, le vicomte Milner, membre du cabinet de guerre, a affirmé que les alliés luttent pour leur existence et pour l'existence même des nations libres de l'Europe occidentale. Il ne s'agissait plus de détruire le militarisme prussien, mais de savoir si le militarisme prussien anéantirait les Alliés et dominerait l'Europe, ainsi qu'une partie de l'Asie.

Dans une déclaration qui vient d'être publiée, M. Herbert Hoover, le commissaire des vivres des Etats-Unis, énonce qu'il s'en faut de 45,000,000 de boisseaux que les exportations de céréales de ce continent atteignent le chiffre promis, tandis que les exportations de viande sont loin des quantités dont on avait projeté l'expédition et sur lesquelles les Alliés comptaient.

Même une courte interruption dans les vivres envoyés par ce continent et dont les

Alliés dépendent aujourd'hui pour leur pain quotidien et la plupart de leurs denrées alimentaires essentielles, déterminerait des conditions de famine. Les réserves d'approvisionnement de blé et de viande ont presque disparu. A une date récente, la France n'avait qu'un approvisionnement de blé et de farine de trois jours pour sa population civile.

Le tableau suivant indique comment les récoltes ordinaires de France ont été diminuées par rapport à la production d'avant-guerre, à cause du manque d'engrais et de l'emploi des hommes et des chevaux dans la guerre:

	Pour cent.
Récolte de blé, diminution de...	53.3
Récolte de pommes de terre, diminution de...	53.1
Récolte de betteraves sucrées, diminution de...	67.9

Les chiffres compilés il y a quelques mois par les autorités françaises ont indiqué la diminution accusée dans les troupeaux de bétail.

	Pour cent.
Bestiaux, diminution de...	16.5
Moutons, diminution de...	36.6
Porcs, diminution de...	40.2

Durant les six derniers mois, le manque de matières alimentaires et la disette de viande ont nécessité une bien plus forte diminution.

Le Canada n'a fourni que les proportions suivantes des besoins d'importation des Alliés:

	Pour cent.
Bœuf...	2.23
Produits du porc...	8.55
Beurre...	1.40
Lait condensé...	1.24
Fromage...	66.96
Blé...	42.28
Orge...	13.99
Avoine...	37.87
Seigle...	4.00

Comme la situation de la navigation fait dépendre les Alliés du continent nord-américain pour ses denrées alimentaires, il faut absolument que le Canada augmente sa production alimentaire afin de satisfaire, dans une plus grande mesure, aux besoins des Alliés.

Il le faut d'autant plus que l'entretien d'une immense armée des Etats-Unis en Europe exercera une très forte saignée sur les ressources alimentaires de ce pays.

ON PEUT EVITER LE RATIONNEMENT.

M. Thompson espère que la production augmentée rendra la mesure inutile.

Lors d'un discours prononcé à l'University Club d'Ottawa, M. Harry B. Thomson, contrôleur des vivres, a déclaré qu'autant il pouvait le voir à l'heure actuelle, ce serait perdre de l'énergie que d'imposer des mesures de rationnement au Canada. "Si la situation s'aggrave, il faudra en arriver là, dit-il, mais si le pays produit à son possible, la mesure ne sera pas nécessaire."

"Plusieurs lettres nous ont demandé de rationner le Canada, continue M. Thomson. Les cartes de rationnement peuvent être utiles dans un pays dense, où l'on a plein contrôle de l'approvisionnement, et il peut y avoir à Montréal et Toronto des populations assez nombreuses. Cependant, l'établissement des cartes de rations exigerait une distribution dans tout le pays, et non pas seulement dans quelques districts. Il serait très difficile d'appliquer pareil régime dans toute la Confédération. Comment l'appliquer dans les milieux agricoles?"

"La politique de M. Hanna était de laisser la question à la discrétion populaire, et je crois que les neuf dixièmes de la population sont sincères. Plusieurs, cependant, tirent à l'arrière, attendant la venue des jours où il faudra les forcer à faire leur devoir, mais la question est celle-ci: Que coûtera le régime des cartes, pour forcer ces gens à obéir? Le jeu en vaut-il la chandelle?"

"Le public commence à connaître la situation alimentaire. Des déclarations du baron Rhondda, contrôleur britannique des vivres, deviennent de plus en plus absolues. Le printemps arrive. La campagne de production a été lancée. Nous pourrions bientôt nous y occuper."

Concurrence des hommes et des animaux.

Parlant de la substitution de succédanés aux produits de froment et du mélange d'au-

tres farines avec la farine de blé, M. Thomson a indiqué qu'il y avait peu de succédanés utilisables, sauf le maïs; et que par suite des difficultés de transport le maïs n'était pas encore librement mis en marché. Il n'y a pas d'excédent d'orge au pays, et la demande de la Grande-Bretagne en avoine et farine d'avoine est si forte, qu'il est difficile de changer les arrangements actuels. Pour la première fois dans une génération, au moins, dit M. Thomson, les hommes et le bétail sont entrés en lutte pour les mêmes grains. Les sons de meunerie sont nécessaires au cultivateur pour ses bêtes. On a donc jugé inopportun d'augmenter l'extraction meunière à plus de 74 p. 100 pour la farine, car en le faisant on laisserait plus du fruit du blé dans la farine et moins dans le son et la moulée de pâtée.

Faillite de la fixation des prix.

M. Thomson dit que la panacée de la fixation des prix a raté. L'été dernier, à New-York, le bureau de contrôle des vivres a fixé le prix du lait. Il a fallu en conséquence que l'administration d'état s'empare de la situation. En décembre, M. Hoover lui-même a dû s'en occuper. Depuis le jour où le prix du lait fut fixé, en septembre, les cultivateurs, voyant que la vente ne les payait plus, abattirent 70,000 vaches laitières pour l'alimentation. Il en résulta que le lait se vendit à New-York de 20 à 21 cents la pinte. La fixation des prix du lait à New-York est chose morte pour le bureau. La fixation des profits est une affaire tout autre.

"La clameur publique est dirigée contre les commerçants de vivres. La tendance naturelle du consommateur est de croire que l'ennui vient de sa propre épicerie du coin, mais une bonne part des frais dont il se plaint a été ajoutée par les efforts des détailliers concurrents et cherchant à se surpasser pour satisfaire aux demandes déraisonnables du public quant à ce qu'il appelle le "service."

M. Thomson a parlé de la multiplication des moyens de livraison et des habitudes extravagantes de magasinage provoquées par le téléphone. "Nous espérons mettre dans quelques jours des règlements en vigueur pour contrôler la situation. Il y a 22,000 épiciers détailliers au Canada, et nous les patentons." M. Thomson a expliqué le nouveau mode d'exportation qui permet au Canada et aux Etats-Unis de contrôler les exportations de vivres et d'autres denrées essentielles partant du continent.



Le C
campa
du su
circul
sucre
Québe
velle-l
sucre
ordina
ble ce
L'As
Canad
trôleu
de so
et de
ductio
où l'o
ration
11-10
à 1 li
qu'il

ÉCONOMISEZ LA RÉCOLTE DU SUCRE D'ÉRABLE CETTE ANNÉE

Il faut augmenter fortement la production du sucre et du sirop au Canada.



UNE ÉRABLIÈRE TYPIQUE.

Le Canada va doubler cette année sa production de sucre et de sirop d'érable. Les prix sont élevés, et tous les érables devraient être entaillés.

Le Contrôleur des vivres a inauguré une campagne en vue d'augmenter la production du sucre d'érable. On adresse une lettre circulaire à environ 8,500 producteurs de sucre et de sirop d'érable dans Ontario, Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, faisant ressortir le besoin de sucre dans tout l'univers, et la vente extraordinaire qu'il faut espérer du sucre d'érable cette année.

L'Association du sucre d'érable pur du Canada se réunit le 19 février, et le Contrôleur des vivres a demandé au président de soumettre cette question aux membres et de leur recommander de doubler la production de l'année dernière. A une époque où l'on a réduit à deux livres par mois la ration du sucre de la Grande-Bretagne, à 11-10 livre par mois celle de la France et à 1 livre par mois celle de l'Italie, on croit qu'il faudrait tirer le plus grand parti pos-

sible des ressources du Canada en sucre. On peut, de beaucoup de manières, qui se présenteront facilement elles-mêmes, remplacer le sucre de canne et de betterave par le sucre et le sirop d'érable. Dans les circonstances actuelles, toute augmentation de l'approvisionnement du sucre du pays serait un profit marqué.

Le producteur du sucre d'érable reçoit à peu près le double du prix payé avant la guerre. La demande est absolument illimitée. Quelle qu'ait pu être la situation, il y a quelques années, la production du sucre devrait aujourd'hui être profitable. La saison de la production du sucre commence avec l'approche du printemps, mais avant le travail des champs. Par conséquent, la difficulté d'épargner le temps et le travail nécessaires à la production du sucre n'a pas sa raison d'être comme elle pourrait autrement exister.

On dit que beaucoup de cultivateurs qui avaient l'habitude de se livrer à la production du sucre s'en sont abstenus, lorsque le sucre d'érable falsifié est entré en concurrence avec le produit pur. Toutefois, la Loi du sucre d'érable pur accorde maintenant toute la protection voulue aux producteurs de sucre et de sirop d'érable purs. Le Contrôleur des vivres recommande à tous ceux qui possèdent un outillage de sucre d'érable, que cet outillage soit moderne ou non, de le mettre pleinement à contribution ce printemps. Toutes les fois que la chose est possible dans tout le pays, il faudrait exploiter tous les érables pro-

ducteurs. Cela s'applique aux cultivateurs qui ont des érablières, ainsi qu'aux colons, aux habitants des villes et aux autres personnes qui sont raisonnablement à même d'exploiter les terres qui renferment des érables. Si l'on pouvait faire comprendre la situation aux habitants des cantons éloignés, le nord de l'Ontario et de Québec pourraient fortement accroître l'approvisionnement du sucre d'érable du pays. On rencontre l'érable producteur au nord, jusque dans les districts de Nipissing, d'Algoma et de la baie du Tonnerre dans Ontario.

LES ACTES DE QUÉBEC

Par J. A. Grenier, le sous-ministre de l'Agriculture de Québec.

Dans notre campagne tendant à augmenter la production cette année, nous insistons surtout sur la nécessité d'accroître la production du porc, du blé, des fèves et des pois.

Notre première action a été l'organisation d'une campagne d'enseignement. Pour les fins de conférences, nous avons partagé la province en vingt-cinq districts. Dans chacun de ces districts nous avons mis deux conférenciers, l'un, agriculteur d'expérience attaché au ministère d'Agriculture provincial, et l'autre cultivateur pratique. On a rendu ces hommes responsables de l'inspection de chaque paroisse de leurs districts respectifs, et ils ont jusqu'ici visité, de la sorte, les neuf-dixièmes des paroisses, tant françaises qu'anglaises. Le personnel du collège Macdonald a aidé à notre campagne dans certains districts et il a procuré beaucoup de renseignements aux agronomes de ces districts.

Lettres-circulaires aux maires, etc.

Nous suppléons à cette série de conférences au moyen de la publicité dans le journal de l'Agriculture et dans d'autres journaux, ainsi qu'à l'aide de lettres-circulaires adressées aux prêtres des paroisses aux maires, aux maîtres de postes, aux gérants de banques, aux agents de gares de chemins de fer, et à d'autres personnes. On envoie les lettres aux maires et on expédiera les autres lettres tous les mois afin de maintenir l'intérêt public.

Nous avons jusqu'à présent acheté 540 truies de choix, qu'on distribuera au printemps. Nous concluons des arrangements avec les abattoirs au sujet de l'achat d'un

nombre supplémentaire. Le ministère a acheté plusieurs chargements de wagons de son, qui seront vendus aux cultivateurs. En outre nous projetons d'acheter du maïs, dès que les approvisionnements seront disponibles. Nous attendons la décision des banques sur la question de l'exposition des porcs. A ces expositions, on recevra les inscriptions des jeunes gens, le but étant d'organiser nos propres concours de porcs. Cette année nous comptons sur une augmentation de 20 pour cent dans le nombre des porcs sur la production normale, si la province peut obtenir une quantité de fourrage suffisante.

Pour tripler la production de blé.

Le ministère d'Agriculture fédéral nous a garanti que la province de Québec recevra le blé de semence nécessaire pour cultiver 700,000 acres et produire 12,000,000 de boisseaux de blé, ce qui suffirait à assurer la consommation dans cette province. Comme on ne vend ce blé qu'en chargement de wagon, nous avons conclu des arrangements avec les sociétés coopératives les plus importantes afin de fournir le blé de semence en faibles quantités dans les endroits où les cultivateurs ne peuvent payer un plein chargement de wagon. Les sociétés agromomiques et agricoles reçoivent maintenant des commandes. **Nous avons le ferme espoir de pouvoir tripler notre production normale de blé cette année.**

Nous avons adopté les mesures nécessaires pour procurer aux cultivateurs des pois et des fèves de semence, en vue de satisfaire à tous leurs besoins. **Nous avons confiance que la production de ces deux denrées sera le double des récoltes normales.**

LES

La

Malgré
mentaire
sont pl
sous ce
suivant
des pri
deux p
tère du
nées ca
tique c
pile ce
cas, or
pour to
choisi
chant
famille
Travail
les dor
cordé
grande
dont o
Le tal
le coût
viron
Unis c

De

Beuf..
Jambon
Bacon..
Saindoux
Œufs..
Lait..
Beurre..
Fromage
Pain..
Farine..
Riz..
Pruneau
Sucre..
Thé..
Café..
Pomme

Budg

La
de d
à To
sion

LES DENRÉES COÛTENT MOINS ICI

La comparaison budgétaire avec les Etats-Unis est à l'avantage du Canada.

Malgré les prix élevés des denrées alimentaires, les consommateurs du Canada sont plus fortunés que ceux des Etats-Unis sous ce rapport. On a établi la comparaison suivante au moyen des rapports officiels des prix de détail réels en vigueur dans les deux pays au milieu de janvier. Le ministère du Travail du Canada compile les données canadiennes et le Service de la statistique de l'Administration des vivres compile celles des Etats-Unis. Dans chaque cas, on donne les prix moyens pour cent pour tout le pays. On représente un groupe choisi de denrées alimentaires se rapprochant autant des budgets alimentaires des familles employés par les ministères du Travail de chaque pays que le permettent les données pour les deux pays. On a accordé la pesée voulue en prenant une plus grande quantité des denrées alimentaires dont on fait une plus forte consommation. Le tableau comparatif suivant révèle que le coût des denrées alimentaires est d'environ 14 pour cent plus élevé aux Etats-Unis qu'au Canada:

Denrée.	Quantité.	PRIX DE JANVIER (1918).		Prix aux E.-U. comme pour cent du prix au Canada.
		Canada.	Etats-Unis.	
		\$	\$	%
Bœuf.....	4 liv....	1'088	1'168	107'35
Jambon.....	1 " ..	'331	'415	125'38
Bacon.....	1 " ..	'448	'483	107'81
Saindoux.....	2 " ..	'666	'662	99'39
Oufs.....	2 doz....	1'024	1'180	115'23
Lait.....	6 pts....	'714	'900*	126'05
Beurre.....	3 liv....	1'450	1'620	111'72
Fromage.....	2 " ..	'637	'702	110'20
Pain.....	15 " ..	1'140	1'515	132'89
Farine.....	10 " ..	'650	'653	100'46
Farine d'avoine.	5 " ..	'350	'435	124'29
Riz.....	2 " ..	'196	'228	116'33
Pruneaux.....	1 " ..	'173	'170	98'27
Sucre.....	4 " ..	'428	'392	91'59
Thé.....	1 " ..	'246	'309	125'61
Café.....	1 " ..	'101	'078	77'23
Pommes de terre.	2 quarts	'727	'886	121'87
Budget total..		10'369	11'796	113'76

Prix de Toronto et de Chicago.

La comparaison suivante indique les prix de détails réels des denrées alimentaires à Toronto et les prix publiés par la division de l'Administration des vivres des

Etats-Unis dans l'Illinois comme étant ceux que le "consommateur devrait payer". pour presque toutes les denrées les plus importantes, le prix de Toronto est inférieur à celui de Chicago:

	Toronto. Dollars.	Chicago Dollars.
Pain blanc. la liv.	.061	.08-.09
Farine blanche. "	.066	.066-.074
Riz. "	.08-.125	.10-.14
Pommes de terre, le sac		
de 90 liv.	2.50-2.70	2.34-2.52
Beurre. la liv.	.45-.57	.44-.55
Fromage. "	.28-.38	.35-.42
Oufs frais. la douz.	.65	.70
Oufs d'entrepôt. "	.50	.55
Sucre. la liv.	.11	.0875
Fèves. "	.15	.16-.19
Saindoux. "	.34	.33

La plupart des denrées coûtent moins cher ici.

Dans un rapport récent de l'Administration des vivres aux Etats-Unis, il est indiqué que les prix sont plus élevés aux Etats-Unis qu'au Canada, à l'égard de quatorze denrées (savoir, le pain, la farine, la farine d'avoine, le riz, les pommes de terre, les fèves, le poisson, le thé, les côtelettes de porc frais, le steak dans la rouelle, le saindoux, le lait, le beurre et le fromage), tandis que les prix de sept denrées sont moins élevés aux Etats-Unis (savoir, les conserves de tomates, les conserves de maïs, les conserves de saumon, les conserves de pois, le sucre, le café et les œufs.)

CAMPAGNE D'ENGAGEMENT ALIMENTAIRE DANS QUÉBEC.

Superbes réunions et succès de la propagande des cartes alimentaires.

La campagne des cartes d'engagement alimentaires est couronnée de succès dans Québec. On a tenu de superbes réunions sous les auspices du juge en chef Lemieux, de l'honorable M. Caron, le ministre de l'Agriculture, et de l'honorable M. Chapais, membre du Conseil Législatif. La première ménagère de Québec qui a signé la carte est la mairesse, Mme Laviguer, et la deuxième a été Mme Tanguay, la présidente de la ligue des ménagères.

PAIN UNIFORME

Règlements qui seront avantageux pour tous les intéressés.

On étend actuellement le régime des patentes du Contrôleur des vivres à toutes les boulangeries. Après l'examen soigneux de la situation, par le professeur Harcourt, directeur de la division de chimie du collège agricole d'Ontario, et à la suite d'une conférence tenue à Ottawa avec des boulangers de toutes les régions canadiennes, on a préparé des règlements qui entreront en vigueur le 1er mars, uniformisant les dimensions et la composition du pain. Cette décision est exigée par la nécessité d'économiser le plus possible la farine de blé. En interrompant la préparation des pains de fantaisie, ces règlements n'économiseront pas seulement le blé, mais ils élagueront aussi de la boulangerie de nombreuses méthodes de gaspillage et des coutumes extravagantes qui ont pris cours en raison d'une concurrence sans restriction et du désir de surpasser le voisin quant au service.

La mission de M. Harcourt.

Pour connaître exactement les faits de la boulangerie, le Contrôleur des vivres a délégué M. Harcourt dans toutes les provinces du Canada pour conférer avec les boulangers, leur expliquer la situation du blé et recevoir leur avis. M. Harcourt après ces conférences, a dit que l'approvisionnement visible de céréales succédanées excédant les exigences ordinaires de l'industrie et les besoins du fourrage, n'était pas assez considérable pour autoriser le Contrôleur à exiger le mélange de ces succédanées avec la farine de blé dans la fabrication du pain. Cette décision a été confirmée aussi par des renseignements venus d'autre source.

Des boulangers représentatifs ont alors été convoqués à Ottawa pour étudier la situation générale et pour recommander des règlements qui pouvaient autant que possible atteindre le but du Contrôleur des vivres. Trente maîtres boulangers étaient présents. La discussion s'est faite dans un esprit large pour conformer les affaires aux nécessités de la situation. Bien que les règlements entraînent des difficultés et peut-être dans certains cas des pertes pécuniaires temporaires, les boulangers consentaient tous à faire ce que le Contrôleur pouvait leur imposer. M. Harcourt assistait à ces comices, présidées par M. Mark Bredin, de Toronto.

PROMESSE D'ECONOMIE DES VIVRES

Servez par l'économie.

Chaque fille et chaque garçon peut être soldat pendant cette guerre—une guerre entreprise pour détruire nos foyers et notre pays. Aidez la cause en épargnant les vivres. Chaque parcelle de nourriture que vous économisez est reçue avec reconnaissance par nos soldats qui sont dans les tranchées.

NE LAISSEZ RIEN DANS L'ASSIETTE

Promesse.

1. Je promets de ne prendre dans mon assiette plus que je ne peux manger, et que je ne ferai pas de gaspillage, même de pain.

2. Je promets de dépenser mon argent économiquement, et de ne pas acheter de bonbons trop souvent, vu que les soldats ont besoin de sucre.

3. Je promets de ne pas me plaindre de la nourriture qui sera placée devant moi, et d'accomplir tout ce que je peux faire pour aider nos soldats à remporter la victoire.

Nom Nom de l'école

Adresse Professeur

Comité de Publicité des Femmes
pour l'Economie des Vivres.

Une seule forme de pain.

Les recommandations des boulangers prévoient la manufacture exclusive d'un pain de plat simple, ou d'un de ses multiples étroitement enfourné, sans "coupures" ou "levage." Une seule exception est permise: le pain de seigle mangé par les Juifs. Un pain contenant au moins 35 pour 100 de farine de seigle, peut en conséquence, être cuit sur la sole du four, soit en forme ronde ou en bâton.

Les poids nets suivants, sans enveloppe, douze heures après la cuisson, ont été acceptés, chaque pain devant avoir le poids décrété ou ses multiples.

Colombie-Britannique: 18 onces, mais pas plus de 19 onces.

Alberta, Saskatchewan et Manitoba: vingt onces.

Ontario (et Hull, Aylmer et la Pointe-Gatineau, P.Q., qui s'approvisionnent à

Ottawa)
plus de
Québec
onces.

Il est
vent se
poids fix

Des re
ploi de
mélange
rine, con
Sucre
de deux
Extrai
deux liv
peut aut

Graiss
Lait—s
liquide,

Les r
guerre d
vrir d'u
règleme
boulange
exigent
seulement
tion de
dispositi
tion, l'ac
farine.

NOUS

Durant
la conse
nent et
être le s
Europe,
On ne p
diminuan
qui puis
sidérable
disponibi
approvis
minution
céréales
siste à f
moisson

Il faut
productio
à réméd
devons a
venir en
ques pr
danger d
seigneme
plupart,
jours, fo

Ottawa): douze onces et 24 onces, mais pas plus de 13 et 25 onces.

Québec: 24 onces, mais pas plus de 25 onces.

Il est aussi décrété que des galettes peuvent se manufacturer et se vendre, mais à poids fixe seulement.

Les composants sont limités.

Des restrictions sont imposées sur l'emploi de certains composants, qu'on peut mélanger avec un baril de 196 livres de farine, comme suit, pour faire le pain.

Sucre de canne ou de betterave—pas plus de deux livres.

Extrait ou farine de malt: pas plus de deux livres; si le malt n'est pas utilisé, on peut autoriser un poids équivalent de sucre.

Graisse composée, deux livres au plus.

Lait—six livres au plus de lait écrémé liquide, ou son équivalent en lait séché.

Les règlements interdisent pendant la guerre d'envelopper le pain ou de le couvrir d'un papier ou d'autre bande. Des règlements généraux intéressent toutes les boulangeries patentées ont été établis. Ils exigent la prise d'un profit raisonnable seulement sur la fabrication et la manutention de tout produit de boulangerie, et des dispositions sont faites contre la spéculation, l'accaparement et le gaspillage de la farine. Elles défendent aux boulangers de

reprandre le pain ou autres produits de boulangerie.

Recommandations du contrôleur.

En sus de préparer une ordonnance comportant ces règlements, le Contrôleur des vivres a fait certaines recommandations aux boulangers, se confiant à leur collaboration volontaire pour la mise en vigueur de ses décrets autant que les conditions locales le permettent. Elles insistent sur la manufacture du pain avec la farine Graham et la farine de plein blé, ainsi que sur l'emploi d'une proportion de succédanés de farine de blé aussi forte qu'on pourra l'obtenir. On demande aussi aux boulangers de réduire les livraisons à une par jour, où c'est possible, sur chaque route, et de centraliser les livraisons pour réduire les frais de distribution, qui sont nécessairement payés par le consommateur avec le prix du pain.

En établissant un pain uniforme, non enveloppé et de la nature la plus simple qui soit compatible avec la nutrition, le Contrôleur a assuré au Canada un pain de prix aussi faible que le permettent la préparation et la distribution. Le consommateur profitera des règlements et les boulangers seront placés à égalité et protégés contre toute concurrence déloyale, tout en étant débarrassés des méthodes pernicieuses qui s'étaient glissées dans le commerce.

NOUS NOUS SERRONS LE VENTRE POUR GAGNER

Durant les quatre ou cinq prochains mois, la conservation alimentaire sur ce continent et parmi notre propre population doit être le seul espoir des nations alliées en Europe, de même que des neutres amis. On ne peut réaliser aucun effort sauf en diminuant effectivement la consommation, qui puisse augmenter d'une manière considérable les approvisionnements de vivres disponibles avant l'automne prochain. Les approvisionnements ont subi une grave diminution, surtout en ce qui concerne les céréales et la viande. Notre problème consiste à faire "durer" ces vivres jusqu'à la moisson de cette année.

Il faut de toute nécessité augmenter la production, mais nous devons aussi aider à remédier à la disette immédiate. Nous devons accomplir tout notre possible pour venir en aide à nos Alliés durant les quelques prochains mois, alors qu'un grave danger de famine les menacera. Des renseignements officiels, confidentiels pour la plupart, reçus dans les quelques derniers jours, font ressortir la pénurie des appro-

visionnements de céréales et de viande, ainsi que la nécessité "d'éviter à tous prix l'empiètement sur les vivres destinés aux armées. En Grande-Bretagne, en France, en Italie, le peuple connaît la situation. Il en est instruit à l'égard des quelques prochains mois. Lord Chas. Beresford a, l'autre jour, exprimé le sentiment populaire, quand il a déclaré: "Nous nous serrons le ventre et nous allons remporter la victoire."

En Grande-Bretagne, la ration actuelle de viande ne représente pas plus que la moitié de la quantité à laquelle le peuple était habitué. Comme les restrictions sur la consommation du pain viennent se joindre à cette situation, cela ne peut qu'entraîner une perte physique et des privations. Les Canadiens doivent aussi se serrer le ventre et aider à la victoire des Alliés. On devrait employer sur ce continent tout succédané utilisable de blé, de bœuf et de porc. De notre service alimentaire, jusqu'à la prochaine moisson, dépend la vie même de milliers de femmes et d'enfants dans les pays alliés.

TOUT CANADIEN EST UN CONTRÔLEUR DES VIVRES

S'il faut en juger par les courriers reçus dans nos bureaux, il se trouve encore au Canada des gens qui n'ont pas compris la nécessité de la conservation et de la production. Il semble impossible de leur communiquer les nouvelles, sauf par la parole, et je demanderais à ceux qui lisent les journaux et qui saisissent les dures nécessités de l'heure, d'employer leur meilleure énergie à faire entendre à ceux qu'ils rencontrent que, conformément à la déclaration du baron Rhondda, faite aux cultivateurs d'Angleterre: A moins d'atteindre la limite extrême de la production, les pays d'Europe sont menacés de la famine, que suivent la maladie et la mort."

Trois jours de vivres pour les civils de France.

Une déclaration de cette nature, émanant d'un homme de la réputation et de la situation du baron Rhondda, devrait faire comprendre les urgences de la cause. De plus les Canadiens doivent comprendre aussi la gravité de la situation lorsque le ministre des vivres de France a dit, le 23 décembre, après un levé complet des ressources nationales, qu'il restait seulement assez de blé et de farine en France pour alimenter la population civile pendant trois jours; en d'autres termes, les civils vivent au jour le jour et subsistent grâce aux consignations de vivres qui doivent leur venir du continent nord-américain. Evidemment des appels de ce genre ne doivent pas tomber sur des oreilles sourdes. Toute organisation possible et toute la presse du Canada ne feront et ne peuvent que faire leur devoir en réitérant et en tâchant de faire saisir au peuple ce qu'est l'obligation de tous, et comment les efforts de chacun doivent être rendus les plus efficaces.

Les Canadiens sont heureux d'avoir un contrôle des vivres.

Chaque ménagère du Canada peut et doit être un contrôleur des vivres. Tous doivent comprendre que seul le hasard de la situation géographique leur permet d'avoir un foyer à contrôler. Pourquoi la fortune aveugle ne les aurait-elle pas placés en Belgique, en France septentrionale, en Serbie, ou dans toute autre belle terre de l'univers et qui est maintenant saccagée par l'Allemand?

En allant au marché et en ne téléphonant pas les commandes, les ménagères du Canada peuvent faire plus pour contrôler les prix par la concurrence, que par tout autre moyen dont nous disposons.

Le devoir de notre bureau sera de combattre et d'abattre les profiteurs, les accapareurs et les commerçants déloyaux où ils pourront être découverts. A l'heure actuelle, nous patentons les commerces du Canada et nous les amenons sous la dépendance de règlements et d'un contrôle aussi rapidement que possible. Les marchands de poisson, de fruits, de légumes, des manufacturiers de céréales en paquets, les boulangers, les épiciers, les marchands de vivres et les vendeurs à commission seront prochainement tous patentés; mais le Canada est un pays vaste, et le peuple doit se montrer patient. Il n'a pas plus hâte que nous de voir cette tâche achevée. Mais les gens raisonnables sauront qu'une organisation de cette nature ne peut pas surgir en une seule nuit, et que la réglementation et le contrôle ne se décident pas d'un simple trait de plume.

Le besoin d'aide et de suggestions utiles.

Le personnel de notre bureau est indifférent à la critique agressive, mais si les critiques comprenaient la nature destructive de leur besoin dans l'esprit public, ils modifieraient leurs tactiques et feraient des suggestions constructives et aideraient de toute façon possible à amener tous les groupes de la population à travailler dans le sens de la production et de la conservation.

Nous cherchons par des centaines de voies différentes et c'est notre devoir d'indiquer comment la production augmentée et une conservation plus étroite peuvent être réalisées. D'aucuns disent à nos amis et nous écrivent: "Dites-nous comment faire et nous le ferons." Voilà le bon esprit. Notre réponse est: "Lisez les journaux, lisez nos bulletins, nos écrits, allez entendre nos orateurs. Tâchez de découvrir votre devoir et n'attendez pas que quelqu'un aille chez vous et vous tienne une conversation de salon sur ce sujet. Si votre maison brûlait vous ne vous assoiriez pas à attendre qu'un voisin vint vous dire chez vous ce que vous auriez à faire."

HENRY B. THOMSON,
Contrôleur des vivres du Canada.

M
Il y
ments
et oign
de cons
sont to
pays a
guerre,
de dim
viandes
grand
Canadi
mes do
perdra
où l'Eu
mentai
ment c
afin d
pour le
qui cor
faire de
pommes
les oigr
tritifs
commo
minuées
laitiers.
accessib
quent.
mes po
gorique
tion au
faciliter
gaspilla
nourritu
si elle
teurs et
de vend
courage
leurs in
dans la
protégés

Pas de

Le pré
pas au
visionne
dents en
qui peut
la viande
d'orge, c
soins du
ploi obli
comme s
ressort c
le Cana
de la di
provinci
visité to

MANGEZ DES LÉGUMES, ÉPARGNEZ LE PAIN

Il y a au Canada de gros approvisionnements de pommes de terre, carottes, navets et oignons, en plus de la quantité normale de consommation domestique. Ces légumes sont tous très nutritifs et le peuple de notre pays a le devoir nécessaire, en temps de guerre, d'augmenter leur consommation et de diminuer la consommation du pain, des viandes et des autres aliments dont on a si grand besoin outre-mer. A moins que les Canadiens n'emploient davantage les légumes dont nous avons ici un excédent, il s'en perdra de grandes quantités. En un temps où l'Europe manque tant de produits alimentaires, le gaspillage serait tout simplement criminel. Mangez plus de légumes afin d'épargner les aliments exportables pour les soldats et les populations civiles qui connaissent déjà la disette. On peut faire de nombreux plats succulents avec les pommes de terre, les navets, les carottes et les oignons. Ils donnent les éléments nutritifs dont le corps a besoin, et peuvent commodément servir avec des quantités diminuées de pain, de viande et de produits laitiers. Ce sont des succédanés facilement accessibles des denrées dont les alliés manquent. Le devoir de manger plus de légumes pour éviter le gaspillage est donc catégorique pour les Canadiens. La consommation augmentée de ces produits au Canada facilitera la victoire finale. Permettre leur gaspillage serait priver les alliés d'une nourriture qui doit être épargnée ici même si elle doit servir outre-mer. Les producteurs et les marchands seront bien inspirés de vendre leurs denrées à des prix qui encourageront la consommation. Leurs meilleurs intérêts, comme l'intérêt de la nation dans la guerre actuelle, seront par ce moyen protégés.

Pas de gros excédents d'autres graminées.

Le présent appel est fait parce qu'il n'y a pas au Canada, déduction faite de l'approvisionnement des bestiaux, de gros excédents en d'autres aliments non exportables qui peuvent à tout prendre remplacer le blé, la viande et les laiteries. Il n'y a pas assez d'orge, de seigle et d'avoine, en sus des besoins du bétail, pour rendre possible l'emploi obligatoire de la farine de ces graminées comme succédané du blé dans le pain. Ceci ressort d'une étude soignée faite dans tout le Canada par le professeur Harcourt, chef de la division de chimie du collège agricole provincial de Guelph, Ont. M. Harcourt a visité toutes les provinces du Canada, con-

férant avec les ministères de l'Agriculture et les principaux meuniers et boulangers. Ses rapports ont été confirmés par des conférences entre les représentants du Contrôleur des vivres, de la Commission des céréales et graminées du Canada, de la Compagnie d'exploitation du blé et de meuniers et autres qui ont attentivement examiné la situation.

La substitution seule ne suffit pas.

La demande que fait l'Europe (en blé), pour obtenir le minimum exigé par l'efficacité physique des armées et des civils, est telle qu'aux derniers jours du printemps il ne restera pas une seule livre de blé ou de farine dans notre continent, au delà des besoins stricts de la consommation domestique. Cette situation est vraiment sérieuse et peut fort bien prendre un aspect terrifiant à moins que les Canadiens ne reconnaissent leur obligation d'économiser sur la nourriture et la nécessité impérieuse de ne pas manger plus qu'il n'est absolument utile. La substitution seule ne sauvera pas la situation, bien que cette substitution devrait être pratiquée dans la plus grande mesure possible. L'Europe a fortement réduit la consommation au moyen de décrets rigoureux sur la conservation. Les Canadiens doivent eux aussi placer leur diète dans une condition de guerre. Il faut manger moins—surtout le pain et tous les produits de blé, la viande, le sucre et les produits de laiterie.

Pour les alliés, la possibilité de mener la guerre à bonne fin dépend de la bonne volonté des peuples d'Amérique à faire des sacrifices de bouche qui peuvent devenir de plus en plus sévères. L'économie du peuple à la maison n'est pas moins nécessaire que les sacrifices des soldats dans les tranchées. La force des armées alliées aura peu d'importance si les civils d'ici ne sont pas préparés à les appuyer en partageant avec les civils d'outre-mer leurs ressources alimentaires, et en leur permettant d'attendre la prochaine récolte.

Le Canada perd du blé par millions.

Le Canada utilise plus de blé par tête que tout autre pays. La consommation humaine du blé au pays ne devrait pas dépasser 5.4 boisseaux par tête par année. Cependant il est avéré qu'en plus des besoins de semence le Canada a consommé le blé en proportion d'environ neuf boisseaux par tête par an. Semblable quantité n'a jamais

passé dans les élévateurs ou les meuneries canadiens, et la seule explication possible est que de très fortes quantités de blé servent dans les fermes à la nourriture du bétail et de la volaille. La différence entre la consommation réelle et la consommation humaine raisonnable est de 3.6 boisseaux par tête par année. Multiplié sur la population totale du Canada, ce chiffre donne plus de 25 millions de boisseaux.

Dans la normale, il n'y a peut-être aucune nécessité de réduire fortement cet usage du blé, mais dans la crise actuelle, où l'Europe se trouve dans un si grand besoin de céréales, les cultivateurs devraient faire leur possible pour réduire la quantité de blé donnée au bétail. Vingt-cinq millions de boisseaux de blé, ou même la moitié ou le quart de cette quantité, sauverait de la faim des centaines de milliers de personnes en Europe, et pourrait même constituer un facteur décisif dans la conduite de la guerre. Le Contrôleur des vivres comprend la situation précaire du cultivateur quant au fourrage, surtout en attendant que la récolte de maïs des Etats-Unis puisse voyager librement. Mais autant que possible d'autres grains que le blé devraient être employés. Les millions de boisseaux de blé canadien, qui ne sont pas autrement employés dans les débouchés du commerce, sont de grande importance outre-mer. Le Contrôleur des vivres prépare des règlements pour limiter la quantité de blé qui pourra servir à la nourriture commerciale des poulets et autres produits, mais le cultivateur doit rester libre d'économiser le blé selon sa conscience jusqu'aux limites de ses moyens.

70,000,000 seulement pour l'exportation.

La récolte canadienne de blé l'an dernier, y compris le blé de l'Ouest et de l'Ontario, était d'environ 215,000,000 boisseaux, d'après des estimations venant de source fiable. Le 15 décembre, on a fait un relevé soigneux indiquant qu'en plus des besoins du bétail, la quantité de blé canadien, sur notre rive de l'Atlantique, était d'environ 112,500,000 boisseaux, dont 8,500,000 se trouvaient aux Etats-Unis en route vers les alliés. Cette estimation comportait une forte quantité retenue encore chez les cultivateurs.

En l'absence de renseignements définis sur l'efficacité des mesures de conservation dans la diminution de la consommation domestique du blé, il est impossible de dire quel volume de ce blé resté au Canada pourra être expédié aux alliés. Si, en réduisant la consommation domestique et la pâtée du bétail notre pays peut réduire la consommation par tête de neuf boisseaux à 5.4,

nous pourrions envoyer aux alliés de 60 à 70 millions de boisseaux. Ce volume est faible, étant donné le besoin des Alliés, mais il donnerait une assistance vitale. On pourra envoyer cette quantité autant que chacun au Canada se fera un devoir individuel d'épargner le pain, la farine et le blé de toute façon possible.

La situation en France et en Grande-Bretagne.

Des rapports récents venus de France et d'Angleterre signalent la gravité croissante de la situation alimentaire. On verra ailleurs dans le Bulletin alimentaire un communiqué officiel du gouvernement français accusant une grande pénurie de céréales. Toute la récolte du blé de France a été réquisitionnée par le gouvernement, et les Français ont été rationnés au pain de guerre. Seuls les grands pauvres et les hommes et femmes qui font le travail manuel le plus dur peuvent avoir plus de sept onces de pain de guerre par jour. Le dernier communiqué officiel de France dit: "Notre mécanisme des cartes de pain est achevé, mais le manque présent de céréales n'en permet pas le fonctionnement."

Le seul pain obtenu en France, même par le rationnement, est un pain de guerre fait de farine comportant tous les éléments du blé, sauf le son, et un mélange considérable de farine d'autres céréales, le mélange étant obligatoire pour tous les boulangers. Il est interdit de faire des pâtisseries et des gâteaux avec la farine propre à faire le pain. Les confiseries et autres boutiques du genre sont fermées deux jours par semaine et il est interdit de manger des pâtisseries en public. M. Maurice Long, ministre du ravitaillement général de France, a annoncé dernièrement que la population civile n'avait que trois jours de provision dans son pays. Il fallait même tirer sur cette réserve épuisée des vivres destinées à l'Italie, à la suite de l'offensive des Allemands vers Venise.

En Grande-Bretagne, la situation devient de plus en plus inquiétante. La presse de l'Angleterre parle d'hommes, de femmes et d'enfants faisant d'interminables queues, le plus souvent sans succès, pour obtenir de la viande, de la margarine, du beurre ou du thé. Des démonstrations de famine se sont produites à Londres et en plusieurs autres parties du pays. Bien qu'une distribution inefficace des vivres disponibles puisse être responsable d'une partie des difficultés, il est impossible de nier la disette alimentaire. Un discours récent du baron Rhondda déclarait que les importations avaient été né-

cessaire
portions
importat
gé, disai
viande
venir. I
des pom
servir à
entendre
interdit

LA

Me

Vingt-
présenta
été sign
angloph
propaga
niers. I
pague a
volontai
boration
Les rap
Saint-La
attendus
trôle de
ont été

L'a

Monse
ment qu
cèse, ap
vivres.
Cendres
"A l'
sienne
invitatio
nomie,
des gou
quences
prévoier
famine

" Les
urgents.
à nos s
ture qu'
urgente
Nous d
l'avenir
superflu
jour d'
forme d
invite

Penda

és de 60 à 70
ne est faible,
iés, mais il
On pourra
que chacun
dividuel d'é-
blé de toute

Grande-

le France et
é croissante
n verra ail-
ire un com-
ent français
de céréales.
ce a été ré-
rent, et les
au pain de
vres et les
travail ma-
plus de sept
ur. Le der-
France dit:
de pain est
t de céréales
ent."

e, même par
a guerre fait
éléments du
considérable
élangé étant
gers. Il est
s et des gâ-
aire le pain.
es du genre
emaine et il
âtisseries en
stre du ravi-
a annoncé
a civile n'a-
on dans son
cette réserve
l'Italie, à la
nds vers Ve-

tion devient
a presse de
e femmes et
s queues, le
obtenir de
eurre ou du
pine se sont
ieurs autres
distribution
s puisse être
difficultés, il
alimentaire.
Rhondda dé-
ient été né-

cessairement écourtées dans de fortes proportions, et que la majeure partie de ces importations allait à l'armée. Il était obligé, disait-il, de réduire la consommation de viande au cours des quelques semaines à venir. Il recommandait un usage plus grand des pommes de terre, qui pouvaient aussi servir à la préparation du pain. Il laissa entendre que l'usage du blé pourrait être interdit dans la pâtisserie de fantaisie, et

qu'il pourrait être nécessaire de réduire fortement l'emploi des céréales dans l'alimentation du bétail. Le contrôleur anglais des vivres annonçait aussi qu'il se proposait d'augmenter la proportion de la mouture du blé de 80 pour 100 qu'elle est actuellement, à 90 pour 100. Il a presque terminé son plan de rationnement de la Grande-Bretagne.

LA CAMPAGNE À MONTRÉAL

Mgr Bruchési exerce son influence en faveur de la conservation alimentaire.

Vingt-trois mille cartes d'engagement, représentant plus de cent mille individus, ont été signées à Montréal dans la population anglophone de Montréal, parmi laquelle les propagandistes ont travaillé ces temps derniers. Un des traits saillants de la campagne a été l'enthousiasme des solliciteurs volontaires. Il y a eu plus qu'une collaboration ordinaire chez les particuliers. Les rapports de Sainte-Anne, Maisonneuve, Saint-Lambert, Longueuil et Lachine sont attendus. Des imprimés touchant le contrôle des vivres et les recettes de guerre ont été bienvenus partout.

L'archevêque atteste la campagne.

Monseigneur Bruchési, dans son mandement quadragésimal au clergé de son diocèse, appuie la campagne du contrôle des vivres. Le mandement, lu le Mercredi des Cendres en chaire, dit entre autres choses.

"À l'heure actuelle, d'autres voix que la sienne (l'Eglise), impérieuses dans leur invitation à pratiquer l'abstinence et l'économie, ont été entendues. Ce sont les voix des gouvernements atterrés par les conséquences désastreuses de la guerre, et qui prévoient peut-être le spectre terrible d'une famine universelle.

"Les appels se font de jour en jour plus urgents. Il nous faut, dit-on, venir en aide à nos soldats en leur envoyant la nourriture qu'ils demandent. La question la plus urgente du jour est celle de l'assistance. Nous devons prévoir les éventualités de l'avenir; économisons donc, bannissons le superflu de nos tables; privons-nous chaque jour d'un peu de pain et de viande. On forme des ligues en certains milieux. On invite les particuliers, avec instance, à

signer des cartes par lesquelles ils s'engagent à se conformer à ces mesures qu'on appelle économiques, mais qui ne sont, après tout, que de vraies mesures de pénitence.

Pour des motifs surnaturels.

"Les restaurants et les hôtels doivent se conformer aux lois de la privation, dont l'infraction entraîne des amendes sévères. Ces règles rigoureuses, ces recommandations pressantes sont inspirées par la sympathie envers nos frères, par l'intérêt public et par la crainte de maux qui nous menacent constamment.

"Ce qui est sollicité ou prescrit par la force des circonstances et pour des motifs purement humains bien que légitimes et dignes d'éloges en eux-mêmes, continuons à le faire pour des motifs surnaturels consignés dans l'Evangile et rappelés à notre âme par l'Eglise.

"Cette doctrine est de tous les temps; elle devrait surtout être comprise et acceptée durant des jours de souffrance et de deuil comme ceux que nous traversons maintenant. Comment pouvons-nous nous livrer au plaisir, comment pouvons-nous parler de banquets et de fêtes mondaines quand nous songeons aux milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui se lamentent et qui pleurent, sans vivres et sans abri, soumis à toutes les tristesses d'un cruel exil, et par-dessus tout quand nous songeons à ces pauvres soldats agonisant dans les hôpitaux ou mourant sur le champ de bataille."

Le comité de Montréal a aussi lancé une carte spéciale d'engagement qui sera distribuée dans les écoles publiques.

Pendant que toute la nation s'impose des sacrifices, ne refusez pas de faire votre part.

"SI NOUS TIRONS TOUS ENSEMBLE".

M. Thomson accentue la responsabilité de chacun dans la crise actuelle.

Dans son premier message public à la presse canadienne, M. H. B. Thomson a demandé une collaboration généreuse de tout le peuple, et il a rendu témoignage du travail accompli par son prédécesseur, M. Hanna.

"Lorsque l'histoire du contrôle des vivres sera écrite, dit-il, la prise en main d'une situation précaire et compliquée sera appréciée. On ne comprendra pas jusqu'alors la tâche faite par M. Hanna. Le pays verra alors que le Canada a été vraiment heureux d'avoir eu M. Hanna pour contrôleur des vivres.

"Il faut regretter qu'il n'ait pu continuer son important travail. La critique du contrôleur des vivres, d'origine, a été destructive, mais on a toujours été charitablement indulgent envers les critiques non renseignés, en raison de leur ignorance. Maintenant que la gravité de la situation alimentaire mondiale est comprise des Canadiens, tous emploieront leur énergie à une collaboration secourable dans le travail national.

Le contrôle des vivres, perçu du haut de la pompe du village, semble très simple, mais il n'y a pas au Canada de pompes assez hautes pour donner vue du 49e parallèle du Pacifique à l'Atlantique, soit une distance de 3,800 milles.

Responsabilité individuelle.

On a suggéré, pour le choix d'un contrôleur des vivres, une convention des critiques les plus véhéments du pays, qui aurait délégué un des leurs à cette besogne. Le manque de temps et d'autres bonnes raisons ont empêché ce projet. M. Thompson le regrette pour sa part.

La guerre n'est pas livrée par un seul homme. Le Canada offre un front solide de quelque quatre cent mille hommes dans les tranchées. Le prêt de la Victoire, \$450,000,000, n'a pas été souscrit par quelques-uns, mais par chaque neuvième individu de la population canadienne. C'était là du travail volontaire dirigé. Maintenant que la situation et la nécessité urgente de la conservation et de la production ont été expliquées au peuple, chacun des huit millions d'individus qui forment la population du Canada devrait s'ériger en contrôleur des vivres. Il appartient à chacun de voir qu'il n'y ait pas de brèche dans la ligne.

L'urgence de la cause entière se résume dans deux mots: "Economie et indus-

trie". Comprenez le sens de ces deux mots, puis faites votre possible. Les miracles ne peuvent pas se faire, mais on peut faire énormément plus de bien en "tirant tous ensemble".

POISSON A 10 CENTS.

La province de Québec aura du poisson à bon marché.

La Commission des Vivres du Canada a conclu des arrangements avec des firmes des côtes de l'Atlantique, avec le résultat que l'on peut se procurer aujourd'hui, du poisson de mer tel que la sole, le carrelet, la raie et autres genres d'excellents poissons à raison de dix cents la livre au consommateur. Les marchands de poisson au détail n'auront pas le droit de demander plus de dix cents la livre pour ces genres de poisson.

LES ÉLÈVES AMÉRICAINS.

Ils auront des classes où ils étudieront l'élevage du porc.

L'Etat de New-York vient de prendre une décision qui n'est pas sans intérêt, et qui est le résultat d'une suggestion faite par la Commission des Vivres de ce pays. Il y aura en tout 1,000 classes, et chaque classe élèvera 50 porcs, ce qui donnera un chiffre total de 50,000 porcs. Un grand nombre d'autres états se proposent de suivre l'exemple de l'état de New-York, de sorte qu'on obtiendra ainsi une grande augmentation dans la production du porc aux Etats-Unis.

AVIS AUX LECTEURS.

Les lecteurs du Bulletin Canadien des Vivres, qui peuvent changer d'adresse, voudront bien en avvertir notre bureau, afin que les changements d'adresses puissent se faire sur notre liste postale. Ce sera là le seul moyen de prévenir les expéditions aux mauvaises adresses.

ÉPARGNEZ LES DÉCHETS.

Ils constituent une nourriture pour les porcs.

La Commission de Conservation vient de publier un pamphlet intitulé "Les déchets comme nourriture aux porcs," qui est d'une lecture fort intéressante. La Commission des Vivres du Canada, a obtenu un grand nombre d'exemplaires de ce pamphlet, et elle sera heureuse d'en envoyer à ceux de nos lecteurs qui en feront la demande.

BUI

Le
dans le
ainsi q
mettre
renseig
l'exact
le Con

No 8.

L'A

LA

Vivre
alliés
le Ro
sur le
Vivre
peup
sugge
donn
devoi
pour
pratic
sérieu
indivi
oblig
comb
pouv
insig